

Rapport aux actionnaires

Premier trimestre 2003

La Banque Nationale déclare un bénéfice net record pour le premier trimestre de l'exercice financier 2003

- *Bénéfice net de 166 millions de dollars, en hausse de 14 %;*
- *Hausse de 32 % du bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises;*
- *Baisse des dotations aux pertes sur créances;*
- *Ratio de capital de base de 10,2 %;*
- *Programme de rachat de 9,1 millions d'actions ordinaires.*

Montréal, le 27 février 2003 – Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003, la Banque Nationale du Canada a déclaré un bénéfice net de 166 millions de dollars, en hausse de 14 % par rapport à 146 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002. Le bénéfice par action est de 0,88 \$ pour le trimestre comparativement à 0,73 \$ pour le premier trimestre 2002, soit une progression de 21 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires atteint 17,6 % pour le premier trimestre 2003 comparativement à 15,0 % pour la même période l'année dernière.

Cette progression du bénéfice net trimestriel, le plus élevé de l'histoire de la Banque, est principalement attribuable à la croissance de 32 % du bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises. La hausse des revenus de 6 % attribuable à l'amélioration de la marge bénéficiaire ainsi qu'à la progression du volume des dépôts provenant des particuliers et des petites entreprises expliquent l'augmentation du bénéfice net de ce secteur.

Commentant ces résultats, M. Réal Raymond, président et chef de la direction, a souligné « la performance remarquable des activités bancaires avec les particuliers et les entreprises. Je suis satisfait de la performance des autres secteurs d'activités de la Banque dans le contexte incertain du marché des capitaux. »

Au 31 janvier 2003, les provisions spécifiques et générales excèdent les prêts douteux de 175 millions de dollars comparativement à 159 millions au 31 octobre 2002.

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier		
	2003	2002	%
Bénéfice net			
Particuliers et entreprises	91	69	+32
Gestion de patrimoine	19	23	-17
Marchés financiers	64	57	+12
Autres	(8)	(3)	
Total	<u>166</u>	<u>146</u>	+14
Bénéfice par action	<u>0,88 \$</u>	<u>0,73 \$</u>	+21
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,6 %	15,0 %	

La Banque a émis, le 31 janvier 2003, 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang, série 15 à dividende non cumulatif à taux fixe de 5,85 %. Depuis le 20 janvier 2003, la Banque a initié un nouveau programme de rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des affaires visant un maximum de 9,1 millions d'actions. Au 31 janvier 2003, 1,4 million d'actions ont été rachetées en contrepartie de 46 millions de dollars.

Développement des affaires

Voici quelques événements marquants du premier trimestre dans le but de mieux servir la clientèle et de développer de nouveaux produits.

Compte tenu des marchés actuels et afin de répondre aux besoins des clients à la recherche de produits financiers sécurisés en cette période des REER, la Banque Nationale a lancé un billet lié à un portefeuille canadien Blue Chip, un produit dont le capital est garanti. Ce produit vedette, qui s'ajoute aux autres CPG, a fait l'objet d'une stratégie marketing particulière, tant à la télé que dans notre réseau de succursales.

D'autre part, afin de promouvoir sa gamme de produits financiers, la Banque Nationale a fait l'acquisition du portefeuille de dépôts de la Société de Fiducie Standard Life. Ce portefeuille, d'une valeur de 38,4 millions de dollars, sera dorénavant géré par la Banque Nationale. C'est plus de 300 courtiers indépendants qui transigeront dorénavant avec la Banque lors du renouvellement des certificats de dépôts.

Toujours à l'affût d'offrir une valeur ajoutée à ses clients, la Banque Nationale a signé une entente avec la firme Workopolis, chef de file en matière de recrutement et de solutions de recherche d'emplois. Ainsi, Workopolis offre aux clients d'affaires de la Banque des services de petites annonces par le portail Solutions bancaires par Internet de la Banque. Ces services leur permettent de gagner du temps et de diminuer leur frais de recrutement.

Enfin, au terme d'un processus de sélection, la Banque Nationale a annoncé en décembre dernier que BOS a été choisie à titre d'agence de publicité. L'agence BOS appuie la Banque dans l'élaboration et la réalisation de ses stratégies marketing et de ses concepts publicitaires.

Pour plus de renseignements :

M. Michel Labonté
Premier vice-président
Finances et technologie
(514) 394-8610

M. Denis Dubé
Directeur
Service des Relations publiques
(514) 394-8644

Les états financiers consolidés intermédiaires sont en tout temps disponibles sur le site web de la Banque Nationale du Canada à www.bnc.ca/relationinvestisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats du premier trimestre :

- Une conférence téléphonique à l'intention des analystes financiers aura lieu le **27 février 2003 à 12h30 HE**
- Accès par téléphone en mode écoute seulement :
416-405-9328 / 1-800-387-6216
- Cette conférence sera également diffusée en direct via Internet au www.bnc.ca/relationinvestisseurs
- Le rapport aux actionnaires et les informations financières complémentaires ainsi que les diapositives de présentation se retrouveront sur la page des relations avec les investisseurs, sur le site de la Banque Nationale, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Rediffusion de la conférence téléphonique :

- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 6 mars 2003, en composant le (416) 695-5800 ou le 1-800-408-3053. Le code d'accès est le 1373037.
- Une version archivée de l'événement webdiffusé sera également disponible après la conclusion de l'appel sur le site Internet de la Banque www.bnc.ca/relationinvestisseurs.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le texte qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque.

Cette analyse est basée sur les états financiers consolidés non vérifiés pour le premier trimestre 2003.

Objectifs stratégiques

La Banque Nationale a publié, dans son Rapport annuel 2002, les objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés pour l'exercice financier 2003. Le tableau suivant compare ces objectifs aux résultats du premier trimestre 2003.

	Objectifs	Résultats 1 ^{er} trimestre
Croissance du bénéfice par action	5 % - 10 %	21 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 % - 16 %	17,6 %
Ratio de capital de base	8,75 % - 9,50 %	10,2 %
Ratio de versement des dividendes	30 % - 40 %	35 % *

* calculé sur le bénéfice par action des quatre derniers trimestres excluant la moins-value d'un placement

Analyse des résultats

Résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003, la Banque Nationale a obtenu un bénéfice net de 166 millions de dollars, en hausse de 14 % par rapport à 146 millions de dollars pour le premier trimestre de 2002. Le bénéfice par action est de 0,88 \$ pour le trimestre comparativement à 0,73 \$ pour le trimestre correspondant de 2002, soit une progression de 21 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires atteint 17,6 % pour le premier trimestre 2003 comparativement à 15,0 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2002.

Revenu

Le revenu total du premier trimestre 2003 est de 835 millions de dollars, en hausse de 10 % par rapport à 762 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002.

Le revenu net d'intérêt atteint 355 millions de dollars au premier trimestre 2003 comparativement à 381 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2002. De la baisse de 26 millions de dollars, 21 millions sont attribuables au secteur des Marchés financiers notamment en raison de la gestion de l'appariement de l'actif et du passif qui avait bénéficié d'un environ-

nement de taux d'intérêt favorables au premier trimestre 2002, ainsi qu'aux volumes moins élevés de prêts aux grandes sociétés. Le revenu net d'intérêt de la rubrique « Autres » est en baisse de 11 millions de dollars principalement en raison du coût de financement des acquisitions effectuées au cours de l'exercice financier 2002. Par contre, le revenu net d'intérêt du secteur des Particuliers et entreprises augmente de 4 % pour atteindre 312 millions de dollars. La hausse provient surtout de l'amélioration de la marge bénéficiaire qui passe de 3,06 % au premier trimestre 2002 à 3,23 % ce trimestre.

Les revenus autres que d'intérêt du trimestre sont de 480 millions de dollars comparativement à 381 millions au premier trimestre 2002, une augmentation de 99 millions de dollars, soit 26 %. Les acquisitions de Putnam Lovell et d'Altamira ont contribué à la croissance des revenus autres que d'intérêt pour des montants de 20 millions de dollars et 16 millions, respectivement. Le gain provenant du premier appel public à l'épargne de la Bourse de Toronto moins la perte sur le placement dans Cognicase Inc., à la suite de l'acquisition de cette société par CGI, ont ajouté environ 21 millions de dollars aux revenus autres que d'intérêt. Enfin, les revenus autres que d'intérêt provenant des activités avec les particuliers et les entreprises ont progressé de 15 millions de dollars, soit près de 11 %.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du premier trimestre 2003 totalisent 548 millions de dollars comparativement à 501 millions de dollars au trimestre correspondant de 2002. Les acquisitions de Putnam Lovell et d'Altamira ont ajouté 33 millions de dollars aux charges d'exploitation en comparaison avec le trimestre correspondant de 2002. Excluant l'effet des acquisitions, les charges d'exploitation ont augmenté de 14 millions ou 2,8 % par rapport au premier trimestre 2002.

Résultats sectoriels

Les revenus de chaque secteur sont en équivalent imposable, c'est-à-dire qu'ils sont majorés afin de rendre uniforme les revenus exonérés d'impôts réalisés sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. De plus, les dotations aux pertes sur créances des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques. L'écart entre les pertes anticipées et les pertes encourues est imputé à la rubrique « Autres » des résultats sectoriels.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

Particuliers et entreprises

Le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises s'élevé à 91 millions de dollars pour le premier trimestre 2003, en hausse de 32 % par rapport à 69 millions de dollars pour la période correspondante de 2002. Les revenus de 468 millions de dollars sont en hausse de 28 millions ou 6 %. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 13 millions de dollars surtout en raison de l'amélioration de la marge bénéficiaire qui s'établit à 3,23 % pour le premier trimestre 2003 comparativement à 3,06 % pour la même période l'année dernière. Le volume moyen des prêts et acceptations est en baisse d'environ 400 millions de dollars surtout en raison des prêts commerciaux. Par contre, le volume moyen des dépôts avec les particuliers et les entreprises est en hausse de plus d'un milliard de dollars. Les charges d'exploitation du trimestre sont de 273 millions de dollars, relativement inchangées par rapport au premier trimestre 2002. Le ratio des frais d'exploitation sur les revenus s'améliore, passant de 62,3 % pour le premier trimestre 2002 à 58,3 % ce trimestre. Enfin, les pertes sur prêts anticipées ont diminué de 5 millions de dollars ou 9 % par rapport au premier trimestre 2002 reflétant l'amélioration de la qualité du portefeuille.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine de 19 millions de dollars est en baisse de 4 millions de dollars par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Les revenus totalisent 162 millions de dollars ce trimestre comparativement à 160 millions pour le même trimestre en 2002. L'ajout des revenus d'Altamira de 16 millions de dollars a été en bonne partie annulé par une diminution des revenus de courtages avec les particuliers. Les charges d'exploitation de 131 millions de dollars sont en hausse de 7 millions de dollars principalement en raison de l'ajout des dépenses d'Altamira.

Marchés financiers

Pour le premier trimestre 2003, le bénéfice net du secteur des Marchés financiers a progressé de 12 % pour se situer à 64 millions de dollars. Les revenus ont atteint 237 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 40 millions ou 20 %, notamment en raison de l'ajout des revenus de Putnam Lovell pour un montant de 20 millions de dollars et du gain de 26 millions de dollars résultant du premier appel public à l'épargne de la Bourse de Toronto. Ces hausses de revenu ont été en partie compensées par des revenus moins importants provenant de la gestion des échéances de l'actif et du passif, ainsi que du volume inférieur des prêts aux grandes sociétés. Les charges d'exploitation de 128 mil-

lions de dollars ont augmenté de 35 millions de dollars principalement en raison de la rémunération variable ainsi qu'à l'acquisition de Putnam Lovell. Les pertes sur prêts anticipées sont de 10 millions de dollars pour le premier trimestre 2003 comparativement à 13 millions pour la période correspondante de l'année dernière.

Autres

Outre les activités de titrisation et le coût de financement des acquisitions, les revenus de la rubrique « Autres » comprennent la moins-value du placement dans Cognicase de 4,4 millions de dollars à la suite de l'acquisition de cette société par CGI. Les dotations aux pertes sur créances de la rubrique « Autres » comprennent l'écart entre les pertes anticipées imputées aux secteurs d'exploitation et les pertes sur prêts encourues. L'écart favorable de 196 millions de dollars s'explique notamment par la révision d'estimation des provisions de 185 millions enregistrée au premier trimestre de 2002. La rubrique des activités abandonnées présente le gain net de 118 millions de dollars provenant de la cession de l'activité de prêts sur garantie aux États-Unis au premier trimestre 2002.

Gestion des risques

Risque de crédit

Les dotations aux pertes sur créances du trimestre sont de 41 millions de dollars par rapport à 245 millions pour le trimestre correspondant de 2002. Excluant la révision d'estimation des provisions de 185 millions de dollars enregistrée au premier trimestre 2002, les dotations aux pertes sur créances ont diminué de 19 millions de dollars.

Au 31 janvier 2003, les provisions pour pertes sur créances excèdent les prêts douteux de 175 millions de dollars comparativement à 159 millions de dollars au 31 octobre 2002, soit une amélioration de 16 millions de dollars. Au cours du trimestre, la formation des prêts douteux bruts (déduction faite des récupérations) a été de 29 millions de dollars, comparativement à 17 millions pour le trimestre précédent.

Le ratio des prêts douteux privés bruts, sur la somme du capital tangible et des provisions, s'améliore à 12,7 % au 31 janvier 2003, comparativement à 14,1 % au 31 octobre 2002.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (suite)

Risques des marchés – Activités de négociation

La simulation de la VaR (Valeur à risque) est l'un des principaux outils utilisés dans la gestion des risques des marchés existants à l'intérieur des activités de négociation. La mesure VaR est fondée sur l'établissement d'un niveau de confiance de 99 % et la simulation utilise deux ans d'horizon historique. L'horizon utilisé est passé de trois ans à deux ans en date du 1^{er} novembre 2002.

D'autre part, aucun changement important n'a été observé suite à cette modification. La gestion des risques des marchés fait l'objet d'une plus ample description à la page 49 du Rapport annuel 2002.

Le tableau intitulé « Activités de négociation » au bas de la page, illustre la distribution des risques des marchés par type de risque, soit : taux d'intérêt, change et prix, incluant les marchandises et les actions.

Bilan

Au 31 janvier 2003, la Banque a un actif total de 73,1 milliards de dollars comparativement à 74,6 milliards de dollars au 31 octobre 2002 et à 76,0 milliards au 31 janvier 2002.

Le tableau qui suit présente les principaux postes de prêts et dépôts.

Volumes moyens mensuels (en millions de dollars)	Janvier 2003	Octobre 2002	Janvier 2002
Prêts et acceptations*			
Hypothécaires résidentiels	17 530	17 452	17 177
Aux particuliers	4 329	4 467	4 204
Créances sur cartes de crédit	1 453	1 383	1 305
Aux entreprises	15 370	15 342	16 568
Acceptations bancaires	3 213	3 341	3 759
	41 895	41 985	43 013
Dépôts			
Particuliers (solde)	23 000	22 607	22 388
Épargne hors bilan des particuliers (solde)	46 468	45 636	41 559
Entreprises	8 659	7 648	7 662

* incluant les actifs titrisés

Les prêts hypothécaires résidentiels de 17,5 milliards de dollars au 31 janvier 2003 ont augmenté de 2 % par rapport à l'année dernière. Les créances sur cartes de crédit ont progressé de 11 % depuis un an pour atteindre 1,5 milliard de dollars au 31 janvier 2003. Les prêts aux entreprises de 15,4 milliards de dollars sont en baisse de 1,2 milliard, surtout en raison des prêts aux grandes sociétés et des prêts internationaux. Depuis le 31 octobre 2002, les prêts sont demeurés relativement stables.

Les dépôts de particuliers ont augmenté de plus de 600 millions de dollars depuis un an et de près de 400 millions de dollars depuis le 31 octobre 2002 pour totaliser 23 milliards de dollars à la clôture du trimestre. L'épargne hors-bilan administré par la Banque et ses filiales a crû de 4,9 milliards de dollars depuis le 31 janvier 2002, surtout en raison de l'acquisition d'Altamira. Enfin les dépôts provenant des entreprises ont augmenté d'environ un milliard de dollars tant par rapport au 31 janvier 2002 que par rapport au 31 octobre 2002. Cette augmentation est surtout attribuable aux dépôts provenant des petites et moyennes entreprises.

Capital

Le ratio de capital de base et le ratio de capital total, selon les règles de la Banque des Règlements Internationaux, atteignent 10,2 % et 14,3 % respectivement au 31 janvier 2003 comparativement à 9,6 % et 13,6 % au 31 octobre 2002. L'amélioration des ratios de capital est principalement attribuable à l'émission de 200 millions de dollars d'actions privilégiées.

Dividendes

Lors de la réunion du 27 février 2003, le Conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'un dividende de 26 cents par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2003 aux actionnaires inscrits le 27 mars 2003.

Activités de négociation ⁽¹⁾

(en millions de dollars)

VaR globale par catégorie de risque	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003				Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2002			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
Taux d'intérêt	(3)	(4)	(3)	(3)	(4)	(5)	(3)	(2)
Change	(1)	(1)	(1)	–	(1)	(2)	(1)	–
Prix	(3)	(4)	(2)	(1)	(2)	(2)	(2)	(1)
VaR globale ⁽²⁾	(5)	(5)	(4)	(3)	(4)	(6)	(4)	(2)

⁽¹⁾ Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VaR quotidienne.

⁽²⁾ La VaR globale illustre l'effet de corrélation généré par la diversification des types de risques.

Faits saillants

(non vérifié)	Trimestre terminé le 31 janvier		
	2003	2002	Variation en pourcentage
Résultats d'exploitation			
(en millions de dollars)			
Revenu total	835 \$	762 \$	10
Bénéfice net	166	146	14
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,6 %	15,0 %	
Par action ordinaire			
Bénéfice net	0,88 \$	0,73 \$	21
Dividendes payés	0,26	0,21	24
Valeur comptable	20,22	19,56	3
Cours de l'action			
haut	33,10	30,07	
bas	29,95	24,70	
clôture	31,76	30,00	
Situation financière			
(en millions de dollars)			
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	
Actif total	73 125 \$	74 611 \$	(2)
Prêts et acceptations	43 725	43 800	-
Dépôts	49 930	51 690	(3)
Débitures subordonnées et capitaux propres	5 752	5 493	5
Ratios de capital - BRI			
de base	10,2 %	9,6 %	
total	14,3 %	13,6 %	
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générales en % des prêts et acceptations	(175) (0,4) %	(159) (0,4) %	
Biens sous gestion et administration	139 542	140 737	
Épargne totale des particuliers	69 468	68 243	
Couverture d'intérêts	7,86	7,39	
Couverture de l'actif	3,18	3,02	
Autres renseignements			
Nombre d'employés	17 153	17 285	(1)
Nombre de succursales au Canada	491	507	(3)
Nombre de guichets automatiques	811	826	(2)

État consolidé des résultats

(non vérifié)
(en millions de dollars, sauf montants par action)

	Trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Revenus d'intérêt et dividendes			
Prêts	466	475	496
Valeurs mobilières	150	130	138
Dépôts auprès d'institutions financières	37	37	54
	653	642	688
Frais d'intérêt			
Dépôts	257	233	268
Débentures subordonnées	27	27	28
Divers	14	21	11
	298	281	307
Revenu net d'intérêt	355	361	381
Revenus autres que d'intérêt			
Commissions des marchés financiers	136	134	128
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements	42	43	42
Opérations de négociation et gains sur valeurs mobilières du compte de placement, montant net	51	3	-
Commissions sur cartes de crédit	12	13	12
Commissions sur prêts	50	45	44
Acceptations, lettres de crédit et de garantie	19	15	17
Revenus de titrisation (note 7)	54	66	46
Commissions de change	17	17	15
Services fiduciaires et fonds communs de placement	54	52	33
Divers	45	46	44
	480	434	381
Revenu total	835	795	762
Dotations aux pertes sur créances	41	53	245
	794	742	517
Charges d'exploitation			
Salaires et avantages sociaux	317	300	282
Frais d'occupation et amortissement	45	55	44
Ordinateurs et équipements	63	68	57
Communications	21	20	18
Divers	102	97	100
	548	540	501
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	246	202	16
Charge (récupération) d'impôts	73	56	(19)
	173	146	35
Part des actionnaires sans contrôle	7	7	7
Bénéfice avant activités abandonnées	166	139	28
Activités abandonnées	-	(4)	118
Bénéfice net	166	135	146
Dividendes sur actions privilégiées	5	5	7
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	161	130	139
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
Moyen - non dilué	182 728	183 124	190 450
Moyen - dilué	183 905	184 168	191 350
Fin de période	181 563	182 596	190 500
Bénéfice avant activités abandonnées par action ordinaire			
non dilué	0,88	0,73	0,11
dilué	0,88	0,73	0,11
Bénéfice net par action ordinaire			
non dilué	0,88	0,71	0,73
dilué	0,88	0,71	0,73
Dividende par action ordinaire	0,26	0,24	0,21

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié)
(en millions de dollars)

Capital-actions, au début

Émission d'actions ordinaires
Émission d'actions privilégiées (note 6)
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)
Rachat d'actions privilégiées, séries 10

Capital-actions, à la fin

Bénéfices non répartis, au début

Bénéfice net
Dividendes
actions privilégiées
actions ordinaires
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts

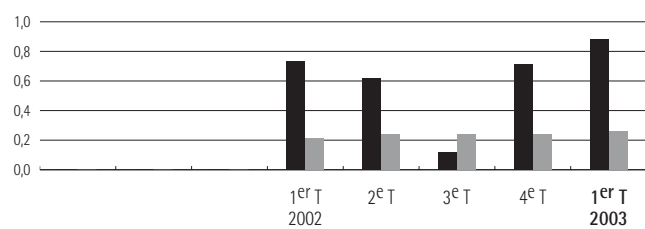
Bénéfices non répartis, à la fin

Capitaux propres

	Trimestre terminé le 31 janvier	
	2003	2002
Capital-actions, au début	1 939	2 160
Émission d'actions ordinaires	7	4
Émission d'actions privilégiées (note 6)	200	-
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 6)	(13)	-
Rachat d'actions privilégiées, séries 10	-	(92)
Capital-actions, à la fin	2 133	2 072
Bénéfices non répartis, au début	1 962	1 956
Bénéfice net	166	146
Dividendes		
actions privilégiées	(5)	(7)
actions ordinaires	(48)	(40)
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(33)	-
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts	(4)	-
Bénéfices non répartis, à la fin	2 038	2 055
Capitaux propres	4 171	4 127

Bénéfice net par action ordinaire

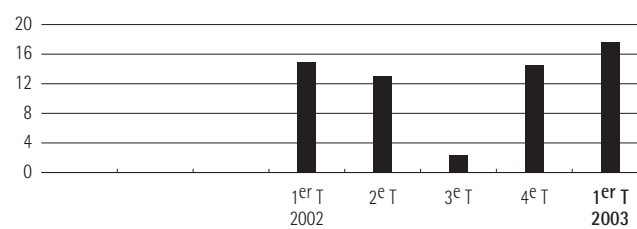
(en dollars)



	1 ^{er} T 2002	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T	1 ^{er} T 2003
■ Bénéfice net par action ordinaire	0,73	0,62	0,12	0,71	0,88
■ Dividende par action	0,21	0,24	0,24	0,24	0,26

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

(en pourcentage)



	1 ^{er} T 2002	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T	1 ^{er} T 2003
■ Rendement des capitaux propres	15,0	13,1	2,3	14,5	17,6

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié)
(en millions de dollars)

Trimestre terminé le 31 janvier

	2003	2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	166	146
Ajustements pour :		
Dotations aux pertes sur créances excluant les activités abandonnées	41	245
Dotations aux pertes sur créances attribuées aux activités abandonnées	-	(50)
Amortissement des immobilisations corporelles	11	12
Impôts futurs	6	11
Redressement relatif au change pour les débetures subordonnées	(11)	(1)
Gains sur la vente des valeurs mobilières du compte de placement, nets	(13)	(8)
Variation des intérêts à payer	(1)	(59)
Variation des intérêts à recevoir	13	19
Variation des impôts à payer	6	110
Variation des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments dérivés		85
Variation des valeurs mobilières du compte de négociation	1 510	(1 039)
Variation des autres éléments	269	149
	2 225	(380)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation des dépôts	(1 760)	(911)
Rachat et échéance de débetures subordonnées	-	(1)
Émission d'actions ordinaires	7	4
Émission d'actions privilégiées	200	-
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(46)	-
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	-	(92)
Dividendes versés	(96)	(49)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	543	351
Variation des engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	(1 123)	1 727
Variation des autres éléments	(4)	-
	(2 279)	1 029
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des prêts	1 633	1 388
Variation de la titrisation d'actifs	(361)	(568)
Produit tiré de la cession des prêts garantis	-	2 540
Achats des valeurs mobilières du compte de placement	(5 765)	(4 360)
Ventes des valeurs mobilières du compte de placement	5 177	4 271
Variation des titres acquis en vertu de conventions de revente	(1 060)	(689)
Variation des immobilisations corporelles	(2)	(5)
	(378)	2 577
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	(432)	3 226
Espèces et quasi-espèces, au début	6 864	5 832
Espèces et quasi-espèces, à la fin	6 432	9 058
Espèces et quasi-espèces		
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	302	605
Dépôts auprès d'institutions financières	6 130	8 453
Total	6 432	9 058
Intérêts et dividendes versés	396	431
Impôts versés (recupérés)	61	(140)

Informations sectorielles ⁽¹⁾

Trimestre terminé le 31 janvier

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
	Particuliers et entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		Autres		Total	
Revenu net d'intérêt ⁽²⁾	312	299	23	22	71	92	(38)	(27)	368	386
Revenus autres que d'intérêt ⁽²⁾	156	141	139	138	166	105	31	35	492	419
Revenu total	468	440	162	160	237	197	(7)	8	860	805
Charges d'exploitation	273	274	131	124	128	93	16	10	548	501
Contribution	195	166	31	36	109	104	(23)	(2)	312	304
Dotations aux pertes sur créances ⁽³⁾	53	58	–	–	10	13	(22)	174	41	245
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	142	108	31	36	99	91	(1)	(176)	271	59
Charge d'impôts ⁽²⁾	51	39	11	12	35	34	1	(61)	98	24
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	1	1	–	–	6	6	7	7
Bénéfice avant activités abandonnées	91	69	19	23	64	57	(8)	(121)	166	28
Activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	118	–	118
Bénéfice net	91	69	19	23	64	57	(8)	(3)	166	146
Actif moyen	38 342	38 726	672	799	37 222	38 675	(5 916)	(7 184)	70 320	71 016

Particuliers et entreprises

Ce secteur regroupe le réseau des succursales, le service aux intermédiaires, les cartes de crédit, les assurances, les services aux entreprises ainsi que le secteur de l'immobilier.

Gestion de patrimoine

Ce secteur regroupe le courtage de plein exercice avec les particuliers, le courtage à escompte, les fonds communs de placement, les services fiduciaires et la gestion de portefeuille.

Marchés financiers

Ce secteur comprend le financement et le crédit aux grandes entreprises, les activités de trésorerie y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque et le courtage aux sociétés.

Autres

Cette rubrique regroupe les activités de titrisation, les gains à la cession d'activités, certains éléments non récurrents, les activités abandonnées ainsi que la portion non allouée des services centraux.

(1) Depuis le 1er novembre 2002, la Banque a modifié la composition de ses secteurs isolables pour tenir compte des changements à sa structure organisationnelle. Les données comparatives ont été retraitées afin de tenir compte de ces changements.

(2) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 13 millions de dollars (5 millions de dollars en 2002) et les revenus autres que d'intérêt de 12 millions de dollars (38 millions de dollars en 2002) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(3) Les dotations aux pertes sur créances des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques. L'écart entre les pertes réelles subies et les pertes anticipées est comptabilisé sous la rubrique « Autres ».

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiées) (en millions de dollars)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2003.

1- Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada en utilisant les conventions comptables décrites dans son plus récent rapport annuel au 31 octobre 2002, à l'exception de la nouvelle norme décrite à la note 2 et de la comptabilisation au premier trimestre de 2002, de l'écart entre la provision générale pour risque de crédit selon les exigences du Surintendant des institutions financières du Canada et selon les PCGR au Canada, tel que décrit à la note 28 des états financiers consolidés annuels de 2002.

L'adoption par la Banque des PCGR au Canada, au premier trimestre de 2002, aurait eu pour effet de diminuer le bénéfice net de 57 millions de dollars, d'augmenter les dotations aux pertes sur créances de 97 millions de dollars, de diminuer la charge d'impôts de 40 millions de dollars, et de diminuer le bénéfice net par action ordinaire non dilué et dilué de 0,30 \$. De plus, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires aurait diminué de 6,26 %.

2- Norme comptable récente qui a été adoptée

Rémunérations à base d'actions

La Banque a adopté le 1^{er} novembre 2002 les exigences de la norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») intitulée « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Celle-ci établit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et autres paiements à base d'actions versés en contrepartie des biens et des services. Vous trouverez ci-après une description des nouvelles conventions comptables et l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du premier trimestre 2003.

A) Régime de droits à la plus-value des actions (« Régime de DPVA »)

Conformément à cette nouvelle norme, les DPVA sont comptabilisés à la juste valeur en évaluant, sur une base continue, l'excédent du cours du marché de l'action sur le prix d'exercice de l'option. La nouvelle norme s'applique aux DPVA en cours à la date d'adoption et aux octrois ultérieurs. L'obligation de la Banque, qui résulte de la variation du cours du marché de l'action, est constatée aux résultats sur une base linéaire sur la période d'acquisition, soit 4 ans, et un montant correspondant est inclus dans les « Autres passifs ». À l'expiration du délai d'acquisition des droits et jusqu'à l'exercice des DPVA, la variation du montant de l'obligation attribuable à des variations du cours de l'action est constatée en augmentation ou diminution de la charge de rémunération de la période au cours

de laquelle les variations surviennent. En ce qui a trait aux DPVA en cours à la date d'adoption, l'application des règles de transition de la nouvelle norme, en tenant compte du passif comptabilisé antérieurement par la Banque, n'a pas exigé d'ajustement cumulatif au solde des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2002. De plus, cette nouvelle norme n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés du premier trimestre de 2003.

B) Régime d'options d'achat d'actions

Tel qu'il est encouragé par la nouvelle norme, la Banque a choisi d'adopter la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions octroyées à compter du 1^{er} novembre 2002. La juste valeur des options d'achat d'actions est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle Black Et Scholes. Ce coût est constaté sur une base linéaire sur la période d'acquisition, soit 4 ans, en tant qu'augmentation de la charge de rémunération et du surplus d'apport. Lorsque les options sont levées, le produit reçu, ainsi que le montant du surplus d'apport, est porté au crédit du capital versé des actions ordinaires. Pour les options octroyées avant le 1^{er} novembre 2002, la Banque continue de suivre la convention comptable décrite à la note 1 des états financiers consolidés au 31 octobre 2002.

La juste valeur, à la date d'attribution, des options octroyées au premier trimestre 2003 a été évaluée à 7,90 \$ à l'aide du modèle Black Et Scholes. Les hypothèses utilisées étaient les suivantes: i) un taux d'intérêt hors risque de 5,26 %, ii) une durée de vie prévue de 10 ans pour les options, iii) une volatilité prévue de 27 % et iv) des dividendes prévus de 3,36 %. Au premier trimestre de 2003, la Banque a octroyé 1 542 700 options à un prix d'exercice de 30,95\$ par action.

L'incidence de l'adoption de la méthode de la juste valeur sur les états financiers consolidés du premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 est une augmentation de 381 000 dollars de la charge de rémunération et du surplus d'apport.

3- Normes comptables récentes qui ne sont pas encore adoptées

Informations à fournir sur les garanties

En février 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité no 14, « Informations à fournir sur les garanties ». Cette note d'orientation donne une définition élargie des garanties et exige que le garant divulgue des informations significatives sur les garanties qu'il a données. En particulier, la note exige la divulgation de la nature, de l'origine et des conditions qui mettraient en jeu la garantie, du montant maximal potentiellement exigible et des recours du garant envers des tiers si la garantie est déclenchée. À la Banque, la note d'orientation s'appliquera aux états financiers intermédiaires pour la période se terminant le 30 avril 2003. La Banque est présentement à évaluer l'effet de cette note sur les informations à divulguer.

Consolidation des entités ad hoc

L'ICCA a publié, en août 2002, un projet de note d'orientation concernant la comptabilité intitulée « Consolidation des entités ad hoc » et prévoit publier en avril 2003 la note d'orientation finale qui sera harmonisée avec la norme américaine correspondante. La note d'orientation proposée comporte des directives afin de déterminer le principal bénéficiaire des entités ad hoc et celui qui devra donc consolider ces dernières. La note d'orientation sera publiée dès que possible de façon à ce qu'elle puisse être appliquée en même temps que la norme américaine, mais une date d'entrée en vigueur obligatoire reste à déterminer. Aux fins des PCGR américains, ces nouvelles exigences de consolidation s'appliqueront à toutes les entités ad hoc constituées après le 31 janvier 2003, et pour les entités ad hoc créées avant cette date, elles s'appliqueront au début du quatrième trimestre de l'exercice 2003 de la Banque. La Banque évalue présentement l'incidence de la nouvelle note d'orientation.

Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

En 2002, l'ICCA a publié une nouvelle norme intitulée « Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités ». Celle-ci définit des normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables à la sortie d'actifs à long terme non monétaires. Les actifs à long terme destinés à être cédés autrement que par vente doivent continuer d'être classés comme actifs détenus aux fins d'utilisation jusqu'à la date de cession. Quant à ceux destinés à la vente et qui répondent à certains critères, ils doivent être présentés séparément au bilan et être mesurés au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur, moins les frais de disposition.

De plus, selon cette norme, la définition d'activités abandonnées a été élargie. Ce changement pourrait avoir des répercussions dans la présentation des activités abandonnées futures.

Ces nouvelles exigences ne devraient pas avoir d'incidence significative pour la Banque. Cette nouvelle norme s'appliquera aux opérations de sorties amorcées, par suite d'un engagement à poursuivre un plan, à compter du 1^{er} mai 2003.

Dépréciation d'actifs à long terme

En 2002, l'ICCA a publié une nouvelle norme intitulée « Dépréciation d'actifs à long terme ». Celle-ci définit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables à la dépréciation d'actifs à long terme. Cette norme stipule qu'une perte de valeur doit être constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de son utilisation et de sa cession. La perte de valeur constatée doit être mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur. Cette norme s'appliquera à la Banque à compter du 1^{er} novembre 2003.

4- Prêts et prêts douteux

	Prêts douteux				Nets
	Montant brut	Bruts	Provision spécifique	Provision pays désignés	
31 janvier 2003					
Prêts hypothécaires résidentiels	12 962	14	4	-	10
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 744	30	13	-	17
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	19 094	416	191	22	203
Titres acquis en vertu de conventions de revente	3 426	-	-	-	-
	41 226	460	208	22	230
Provision générale ⁽¹⁾					(405)
Prêts douteux déduction faite des provisions spécifiques et générales					(175)
31 octobre 2002					
Prêts hypothécaires résidentiels	12 867	23	3	-	20
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 561	33	12	-	21
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 680	447	220	22	205
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 366	-	-	-	-
	41 474	503	235	22	246
Provision générale ⁽¹⁾					(405)
Prêts douteux déduction faite des provisions spécifiques et générales					(159)

(1) La provision générale pour risque de crédit a été constituée à l'égard de l'ensemble des prêts de la Banque.

5- Provisions pour pertes sur créances

Pour les trois mois terminés	Provision spécifique	Provision générale attribuée	Provision générale non attribuée	Provision pays désignés (prêts et valeurs)	31 janvier 2003	31 janvier 2002
Provisions, au début	235	296	109	22	662	879
Transfert de la provision aux actifs détenus aux fins d'aliénation	-	-	-	-	-	(31)
Montants liés aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	(65)
Dotations aux pertes sur créances	41	4	(4)	-	41	245
Radiations	(80)	-	-	-	(80)	(323)
Recouvrements	12	-	-	-	12	(9)
Provisions, à la fin	208	300	105	22	635	696

6- Capital-actions

Émis et entièrement versé au 31 janvier 2003	
Actions privilégiées de premier rang	
5 000 000 actions, série 12	125
7 000 000 actions, série 13	175
8 000 000 actions, série 15	200
	500
181 563 094 actions ordinaires	1 633
	2 133
6 883 297 options d'achat d'actions en circulation	s.o.

Émission d'actions privilégiées

La Banque a émis, le 31 janvier 2003, 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende préférentiel et non cumulatif d'un montant trimestriel de 0,365625 dollar par action, série 15, pour une contrepartie de 194 665 000 de dollars déduction faite des commissions de 5 335 000 de dollars.

Ces actions sont rachetables au comptant au gré de la Banque, sous réserve de l'obtention du consentement du Surintendant des institutions financières, à compter du 15 mai 2008, en totalité ou en partie, au prix de 26 dollars l'action si elles sont rachetées avant le 15 mai 2009, à 25,75 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2010, à 25,50 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2011, à 25,25 dollars l'action si elles sont rachetées au cours de la période de 12 mois qui précède le 15 mai 2012, et à 25,00 dollars l'action si elles sont rachetées à compter du 15 mai 2012, dans chacun des cas, majoré de tous les dividendes déclarés et impayés sur celles-ci à la date fixée pour le rachat.

Rachat d'actions ordinaires

Depuis le 20 janvier 2003, la Banque effectue une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 9 100 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 19 janvier 2004. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputés aux bénéfices non répartis. Au 31 janvier 2003, la Banque a racheté 1 427 600 actions ordinaires au prix de 46 millions de dollars, ce qui a réduit de 13 millions de dollars le capital-actions ordinaire et de 33 millions de dollars les bénéfices non répartis.

7- Titrisation

Prêts hypothécaires garantis par la SCHL

Au cours du premier trimestre 2003, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par la SCHL de 276 millions de dollars par la création de titres hypothécaires. La Banque a vendu la totalité de ces titres, en plus de 21 millions de dollars de titres hypothécaires, créés en octobre 2002. La Banque a reçu un produit en espèces de 296 millions de dollars et a conservé les droits relatifs à la marge excédentaire de 13 millions de dollars. Un gain avant impôts de 12 millions de dollars, déduction faite des frais de transaction de 1 million de dollars, a été constaté à l'état consolidé des résultats au poste « Revenus de titrisation ».

Créances sur cartes de crédit

Le total des créances sur cartes de crédit titrisées est passé de 1,2 milliard de dollars au 31 octobre 2002 à 1 milliard de dollars au 31 janvier 2003 suite à l'échéance au cours du premier trimestre 2003 d'une tranche de 200 millions de dollars.

Commentaire

L'économie américaine a du ressort

L'économie américaine a subi un passage à vide au dernier trimestre de 2002. De quoi raviver les craintes d'une rechute en récession, ou pire encore, d'une spirale déflation-dépression à la japonaise. Nous pensons au contraire que l'économie américaine va rebondir.

Jusqu'à maintenant, les consommateurs ont maintenu l'économie à flot, même si les emplois perdus lors de la dernière récession n'ont toujours pas été récupérés. Cette résistance vient du fait tout à fait inhabituel que les salaires réels ont continué d'augmenter même en pleine récession. Ainsi, la masse salariale totale de l'économie a continué de croître malgré les pertes d'emplois. Cette hausse des salaires s'explique d'une part, par le fait que le marché du travail est demeuré serré. En effet, depuis le début de la récession et la reprise « sans emplois », le taux de chômage n'a jamais dépassé 6 %. D'autre part, les gains de productivité permettaient aux entreprises de consentir des hausses de salaire. Les baisses d'impôts et les faibles taux d'intérêt sont aussi venus à la rescousse des consommateurs.

Néanmoins, il est clair qu'on ne pourra considérer l'économie américaine comme tirée d'affaire que lorsque les entreprises prendront le relais des consommateurs, en recommençant à investir et en reprenant l'embauche. Selon nous, cette transition devrait se faire au courant de 2003.

À première vue, la surcapacité de production n'est pas propice à l'investissement des entreprises. Il est vrai que les capacités excédentaires influenceront la décision d'investir dans de nouvelles structures. Par contre, les trois quarts des investissements sont constitués de matériel, la moitié entre dans la catégorie des technologies de l'information. Or le taux de dépréciation de cette dernière est très rapide, si bien que l'équipement mis en place pour faire face au bogue de l'an 2000 devra être bientôt remplacé. Finalement, il faut prendre garde à la statistique du taux d'utilisation des capacités, car elle ne porte que sur le secteur manufacturier qui se marginalise de plus en plus aux États-Unis.

Il ne suffit pas de dire que les entreprises ressentent le besoin d'investir. Encore faut-il qu'elles en aient les moyens. Le propre de la dernière récession a été de diminuer les investissements au point où ces derniers peuvent être presque entièrement financés par les fonds autogénérés. Cela évite aux entreprises de recourir à l'endettement ou d'avoir à émettre du capital-actions dans un marché où le capital est présentement cher. Cela veut aussi dire que les budgets consacrés aux investissements pourront être haussés au fur et à mesure que la rentabilité des entreprises ira en progressant.

La rentabilité des entreprises va s'améliorer, malgré le fait que les entreprises peuvent difficilement hausser les prix de vente. Les gains de productivité sont la clé. Ces gains ont été importants ces dernières années, et 2002 n'a pas fait exception, avec une avancée de 4,7 %, la plus importante en 50 ans. Ainsi, les entreprises ont pu contenir les coûts unitaires de main-d'œuvre malgré la hausse des salaires, et leur marge bénéficiaire s'est même raffermie.

Pour certains, l'économie américaine est sur le point de s'écrouler sous le poids de la dette des entreprises et des ménages. Elle entrerait alors dans une spirale déflation-dépression, à l'instar du Japon de la fin des années 1980. Or, l'économie américaine diffère de celle du Japon d'alors sous deux rapports importants.

En premier lieu, les banques américaines sont bien capitalisées, et sont sorties de la récession sans trop de dommages. Cela s'explique par le fait qu'elles n'ont pas supporté la plus grande partie du financement du surinvestissement technologique. Celui-ci fut plutôt l'apanage des marchés boursiers et obligataires.

En second lieu, les autorités n'ont pas fait d'erreur d'appréciation. Par exemple, la Réserve fédérale a baissé les taux d'intérêt avec promptitude, ce qui n'avait pas été le cas de la banque centrale japonaise. Depuis, son discours ne laisse planer aucun doute : elle attendra d'être convaincue que l'investissement et l'emploi soient en selle de façon durable avant de décréter des hausses de taux d'intérêt. Qui plus est, à l'orée de la récession, le gouvernement fédéral se trouvait en situation de surplus budgétaires, et la dette américaine était relativement peu élevée. Les autorités en ont profité pour utiliser l'outil fiscal à plein. On a rarement vu dans le passé la politique monétaire et la politique fiscale travailler main dans la main avec autant de vigueur. Ce n'est pas tout, puisque la dépréciation du dollar américain se met aussi de la partie.

Bien sûr, l'économie américaine n'est pas à l'abri des risques. À commencer par une hausse du prix de l'énergie advenant qu'une aggravation des tensions géopolitiques ne crée une rupture des approvisionnements pétroliers. La rentabilité des entreprises en serait bien sûr compromise. Tout comme si les gains de productivité venaient à ne plus compenser la hausse des coûts salariaux.

Mais à ce stade-ci, il est pour le moins prématuré de considérer l'économie américaine comme sur le point de sombrer en dépression.

Nouvelles bancaires

Fusion bancaire : Devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes et celui du Sénat sur les fusions bancaires, M. Réal Raymond a indiqué que la Banque Nationale serait intéressée à acquérir des réseaux locaux viables de services de base aux particuliers et aux PME ou des unités opérationnelles d'envergure nationale faisant l'objet d'un dessaisissement à la suite de la fusion de deux grandes banques canadiennes. Il a ajouté que les fusions pouvaient être une occasion de continuer d'assurer l'expansion de la Banque au-delà du Québec et ainsi, de contribuer à maintenir la concurrence à l'échelle canadienne.

Allocution de M. Réal Raymond : « Le regain économique de Montréal, particulièrement palpable au cours des récentes années, s'explique par l'équilibre et la grande diversité qui prévalent dans la haute technologie montréalaise. La force de Montréal est d'avoir su développer une industrie de haute technologie qui repose moins sur des joueurs dominants que sur une belle diversification industrielle », a mentionné M. Réal Raymond lors d'une allocution prononcée devant les invités du Cercle Canadien de Montréal.

Premier en service clientèle : La Banque Nationale a raison d'être fière de son service à la clientèle. Pour une deuxième année consécutive, Altamira une filiale de la Banque, a mérité le prix Dalbar décerné aux entreprises de fonds communs de placement pour le service à la clientèle tant anglophone que francophone. De plus, Courtage à escompte Banque Nationale s'est classé pour un quatrième trimestre consécutif au premier rang pour la qualité du service à la clientèle. Ces prix confirment l'engagement de la Banque Nationale en matière de qualité du service à titre de priorités et d'avantages concurrentiels. Dalbar est une firme de recherche en services financiers qui se spécialise dans la mesure de la performance des institutions et des professionnels financiers en matière de satisfaction de la clientèle, de qualité du service et d'efficacité des communications.

À inscrire à l'agenda ! Les actionnaires de la Banque Nationale sont conviés le mercredi 12 mars prochain à 9h30, au Palais des Congrès de Montréal, salle 710, 201, avenue Viger Ouest, afin d'assister à l'assemblée annuelle. C'est un rendez-vous!

Déclaration annuelle : Pour la Banque Nationale et ses employés, l'engagement dans la collectivité est non seulement une responsabilité, mais également une façon de vivre et de travailler. Le *Bilan social 2002* présente des exemples concrets de l'engagement de la Banque dans les collectivités où elle est présente. Programme de dons aux organismes de bienfaisance, bénévolat des employés, initiatives afin de favoriser l'accessibilité à ses services, soutien aux PME et respect de l'environnement sont parmi les sujets abordés dans ce document. Le bilan social est disponible sur le site internet de la Banque Nationale à www.bnc.ca. On peut également en obtenir une copie en contactant TelNat au (514) 394-5555 ou 1 888 TELNAT1.

Campagne Centraide : L'engagement communautaire de la Banque Nationale prend plusieurs formes. Ainsi, la Campagne Centraide du Grand Montréal auprès des employés, dirigeants et retraités a permis d'amasser un montant de 444 000 \$ auquel s'est ajouté un don corporatif de 450 000 \$, soit un total de 894 000 \$. D'autre part, depuis 1988, la Fondation Mira bénéficie de la participation des succursales de la Banque à son financement. La campagne qui s'est déroulée pendant tout l'automne a permis de recueillir 288 733 \$ en vendant en succursale un livre de jeux destiné au gens de 7 à 77 ans. La Fondation Mira est un organisme qui entraîne des chiens-guides et des chiens qui assistent les personnes handicapées physiques ou visuelles.

Mise en garde au sujet des prévisions

Il arrive que la Banque Nationale du Canada, dans le cadre de ses analyses et déclarations, énonce des prévisions relatives à la conjoncture économique, à l'évolution des marchés, à l'atteinte de ses objectifs stratégiques, à certains risques et à d'autres questions connexes. Il va de soi que, de par sa nature même, tout énoncé prévisionnel est incertain et comporte des risques inhérents. Il est donc possible que les prévisions explicites ou implicites qu'il contient ne se réalisent pas et que la réalité future en diffère sensiblement. De telles divergences relèvent de facteurs qui comprennent, de manière non limitative, l'évolution de la

conjoncture canadienne ou internationale (notamment les fluctuations des taux d'intérêt, des devises et d'autres instruments financiers), l'évolution des marchés, les changements technologiques, ou les modifications de la réglementation. Ceux, notamment les investisseurs, qui se fondent sur les énoncés prévisionnels de la Banque pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs ainsi que des incertitudes qu'ils contiennent et des risques qu'ils impliquent. La Banque leur déconseille d'accorder une confiance induite à ce qui est de nature prévisionnelle.

Siège social

600, rue de La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) Canada
H3B 4L2

www.bnc.ca

Renseignements divers

Service de relations avec les investisseurs

Les analystes financiers et investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service de Relations avec les investisseurs, par téléphone au (514) 394-0296, par télécopieur au (514) 394-6196 ou par courriel à l'adresse relationsinvestisseurs@bnc.ca. De plus, pour toute information concernant la Banque et ses publications, vous pouvez visiter le site WEB de la Banque à l'adresse suivante: www.bnc.ca

Service de dépôt direct des dividendes

La Banque offre, pour fins sécuritaires, à ses actionnaires la possibilité de déposer directement leurs dividendes dans un compte à une institution financière de leur choix, dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171, ou par courriel à l'adresse clientele@tbn.bnc.ca

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

Les détenteurs d'actions ordinaires ou privilégiées peuvent investir dans les actions ordinaires de la Banque au moyen du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions sans avoir à payer de commission ou de frais d'administration. Les participants au Régime peuvent soit réinvestir

les dividendes en espèces versés sur les actions admissibles qu'ils détiennent ou soit effectuer des versements en espèces facultatifs d'un montant minimal de 500 \$ par versement jusqu'à concurrence de 5000 \$ par trimestre.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec le registraire, Trust Banque Nationale, aux numéros 1-800-341-1419 ou (514) 871-7171, ou par courriel à l'adresse clientele@tbn.bnc.ca